

Loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

présentation à la Chambre de Commerce le 13 décembre 2018



Objectifs poursuivis

- Respect des acquis de la loi de 2004

mais nouvelle loi apporte en plus

- **Simplification administrative**
- Amélioration de la **lisibilité du texte** (définition, structuration chapitres,...)
- Augmentation de la **sécurité juridique** / prévisibilité / transparence pour les demandeurs d'autorisation et le public concerné / sécurité de planification
- Précision et clarification des procédures de classement des zones protégées communautaires
- Instauration des comités de pilotage « Natura 2000 »
- Sauvegarde des terrains à haute valeur agricole
- Renforcement du rôle des communes / syndicats de communes

Nouvelle structure

- Chapitre 1 – Objectifs de la loi
- Chapitre 2 – Dispositions générales
- Chapitre 3 – Mesures générales de conservation
- **Chapitre 4 – Protection des habitats, habitats des espèces et biotopes**
- **Chapitre 5 – Protection des espèces**
- Chapitre 6 – Surveillance de l'état de conservation
- **Chapitre 7 – Zones Natura 2000**
- Chapitre 8 – Zones protégées d'intérêt national
- Chapitre 9 – Plan national concernant la protection de la nature
- Chapitre 10 – Droit de préemption
- Chapitre 11 – Subventions en faveur de la protection de la nature (...)
- **Chapitre 12 – Critères d'autorisation, de refus et voie de recours (+MC)**
- Chapitre 13 – Organes
- Chapitre 14 – Dispositions pénales
- Chapitre 15 – Dispositions modificatives et finales
- Chapitre 16 – Dispositions abrogatoires

Les modifications majeures: objectifs

- Sauvegarde du caractère, de la diversité et de l'intégrité de l'environnement naturel
- Maintien et amélioration des équilibres de la biodiversité biologiques
- Protection des ressources naturelles contre toutes dégradations
- Protection et restauration des paysages
- Protection et restauration des biotopes, des espèces et de leurs habitats, ainsi que des écosystèmes
- Amélioration des structures de l'environnement
- Maintien et restauration des services écosystémiques

Les modifications majeures: définitions

Chapitre 2. Dispositions générales

- insertion de nombreuses définitions tels système numérique d'évaluation et de compensation, pool compensatoire, réseau Natura 2000, espèces protégées particulièrement, secteur écologique...
- **Article 3 : Définition de la zone verte**
 - Des parties du territoire national **non affectées en ordre principal à être urbanisées selon un plan d'aménagement général en vigueur.**
 - Dans les communes régies par un plan d'aménagement général régi par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, des parties du territoire national qui sont qualifiées selon le prédit plan de **zones destinées à rester libres.**
 - A défaut de plan d'aménagement général, des parties du territoire national **qui ne sont pas situées dans des zones qui sont viabilisées.**

Les modifications majeures: nouvelles constructions en ZV

- **Article 6: Règles concernant les nouvelles constructions**

- Sont conformes à l'affectation de la zone verte, des constructions ayant un lien certain et durable avec des activités d'exploitation qui sont **agricoles, horticoles, maraîchères, sylvicoles, viticoles, piscicoles, apicoles, cynégétiques, ou qui comportent la gestion des surfaces proches de leur état naturel**
- seules sont autorisables les **constructions indispensables**
- requérant d'une autorisation doit **démontrer le besoin réel**
- Un **règlement grand-ducal** détermine les dispositions à respecter relatives aux dimensions, au nombre, à la surface, à l'implantation, à la durabilité et à l'intégration des constructions
- Des constructions répondant à un **but d'utilité publique et les installations d'énergie renouvelable** peuvent être érigées en zone verte pour autant que le lieu d'emplacement s'impose par la finalité de la construction (**standortgebunden**)
- Les constructions nécessaires à la **détention de chevaux** sont conformes à l'affectation de la zone verte et autorisées dans une exploitation agricole si cette dernière dispose de pâturages et d'une base fourragère provenant majoritairement de l'exploitation

Les modifications majeures: constructions existantes en ZV

- **Article 7: Règles concernant les constructions existantes**

- Les constructions légalement existantes situées dans la zone verte ne peuvent être **rénovées ou transformées** matériellement qu'avec l'autorisation du ministre. La destination est soit maintenue soit compatible avec l'affectation prévue à l'article 6.
- Les constructions légalement existantes dans la zone verte ne peuvent être **agrandies** qu'avec l'autorisation du ministre et à condition que leur destination soit compatible avec l'affectation prévue à l'article 6.
- Par **constructions légalement existantes** dans la zone verte, on entend les constructions qui ont été autorisées par le ministre et qui ont fait l'objet d'exécution conforme à toutes les autorisations délivrées par le ministre, ou qui ont été légalement érigées avant toute exigence d'autorisation du ministre, et dont tous travaux postérieurs à la première érection ont été dûment autorisés et légalement effectués.
- **Lorsqu'une construction existante dans la zone verte fait l'objet d'un classement ou est inscrit à l'inventaire supplémentaire par application de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments, le ministre peut déroger au présent article** en vue de la sauvegarde et du maintien dans le patrimoine d'une telle construction classée.

Les modifications majeures: fonds forestiers

Chapitre 4: Protection des habitats, habitats des espèces et biotopes

- **Article 13: Changement d'affectation des fonds forestiers**
 - Tout **changement d'affectation de fonds forestiers** est interdit, à moins que le ministre ne l'autorise dans un **but d'utilité publique** (au lieu de « intérêt général ») ou en vue de la **restructuration du parcellaire agricole permettant une amélioration de l'exploitation concernée** (au lieu de « amélioration des structures agricoles »).
 - Le ministre impose, dans les conditions de la section 2 du chapitre 12, des boisements compensatoires **quantitativement et qualitativement au moins égaux aux forêts supprimées et cela dans le même secteur écologique**. Il peut substituer la création d'un biotope protégé ou habitat approprié au sens de l'article 17 au boisement compensatoire dans l'intérêt de la conservation des habitats d'intérêt communautaire.
 - **Toute coupe rase dépassant 50 ares est interdite sauf autorisation du ministre.**

Les modifications majeures: destruction de biotopes

- **Article 17: Destruction d'habitats et de biotopes**
 - **Principe général** : Il est interdit de réduire, de détruire ou de détériorer les **biotopes protégés** (BP) (établis par RGD; 22), **les habitats d'intérêt communautaire** (HIC) et les **habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation des espèces a été évalué non favorable** (Milans mais non buse, Oreillard mais non Pipistrelle).
 - **Règlements grand-ducaux** : a) mesures à considérer comme une réduction, destruction ou détérioration b) liste des biotopes protégés (**RGD du 1^{er} août 2018**)
 - **En zone verte** : exceptionnellement – autorisation portant dérogation
 1. dans un but d'utilité publique;
 2. Pour les BP en vue de la restructuration du parcellaire agricole (sauf habitats / habitats d'espèces d'intérêt communautaire);
 3. Pour les BP en vue de l'exécution de mesures d'amélioration de biotopes dans le cadre de plans d'actions « habitat / espèce »;
 4. pour les forêts feuillues (autres que les HIC) en vue d'une gestion forestière durable

Les modifications majeures: destruction de biotopes

- **En dehors de la zone verte : système d'autorisation et de compensation (plus de régime de protection strict);**

En dehors de la zone verte, une autorisation du ministre portant dérogation à l'interdiction du paragraphe 1er est requise pour la réduction, la destruction ou la détérioration des biotopes protégés, des habitats d'intérêt communautaire, des habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation des espèces est évalué non favorable. En cas de compensation dans les pools compensatoires conformément à l'article 64, le débit des éco-points du registre suite au paiement de la taxe de remboursement conformément aux articles 65 et 66 vaut autorisation dans ce contexte.

- Sans préjudice des dispositions du paragraphe précédent, le ministre impose, dans les conditions de la section 2 du chapitre 12, des mesures compensatoires, comprenant **des restitutions de biotopes de valeur écologique au moins équivalente aux biotopes protégés réduits, détruits ou détériorés**. Les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire doivent être compensés, dans le même secteur écologique par des habitats identiques, ou à défaut par des habitats à fonctions écologiques similaires (**like for like**).

Haies vives ou broussailles (>10 m ou > 50 m²)
Bosquets (>250 m²)
Lisières forestières structurées



Exemple de destruction: défrichement ou dessouchage; mises sur souche sur plus de 50% de leur longueur endéans 3 ans; réduction définitive du volume de plus d'un 1/3

Vergers à haute tige (min. 10 arbres fruitiers)



Destruction: enlèvement d'arbres; labourage

Prairies maigres de fauche, prairies humides du Calthion (A) > 1000 m²



Exemple de destruction: fauchage précoce ou trop répétitif, utilisation de biocides, de pesticides, de purin ou de lisier, transformation en labour, retournement, resemis, drainage, remblayage

Les modifications majeures: protection des espèces

Chapitre 5 : Protection des espèces

- **Réorganisation des dispositions**

Section 1 : Dispositions visant la protection des espèces

- *Régime de protection générale*
- *Régime de protection particulière (protection intégrale, protection partielle)*
- *Protection par des conventions internationales*

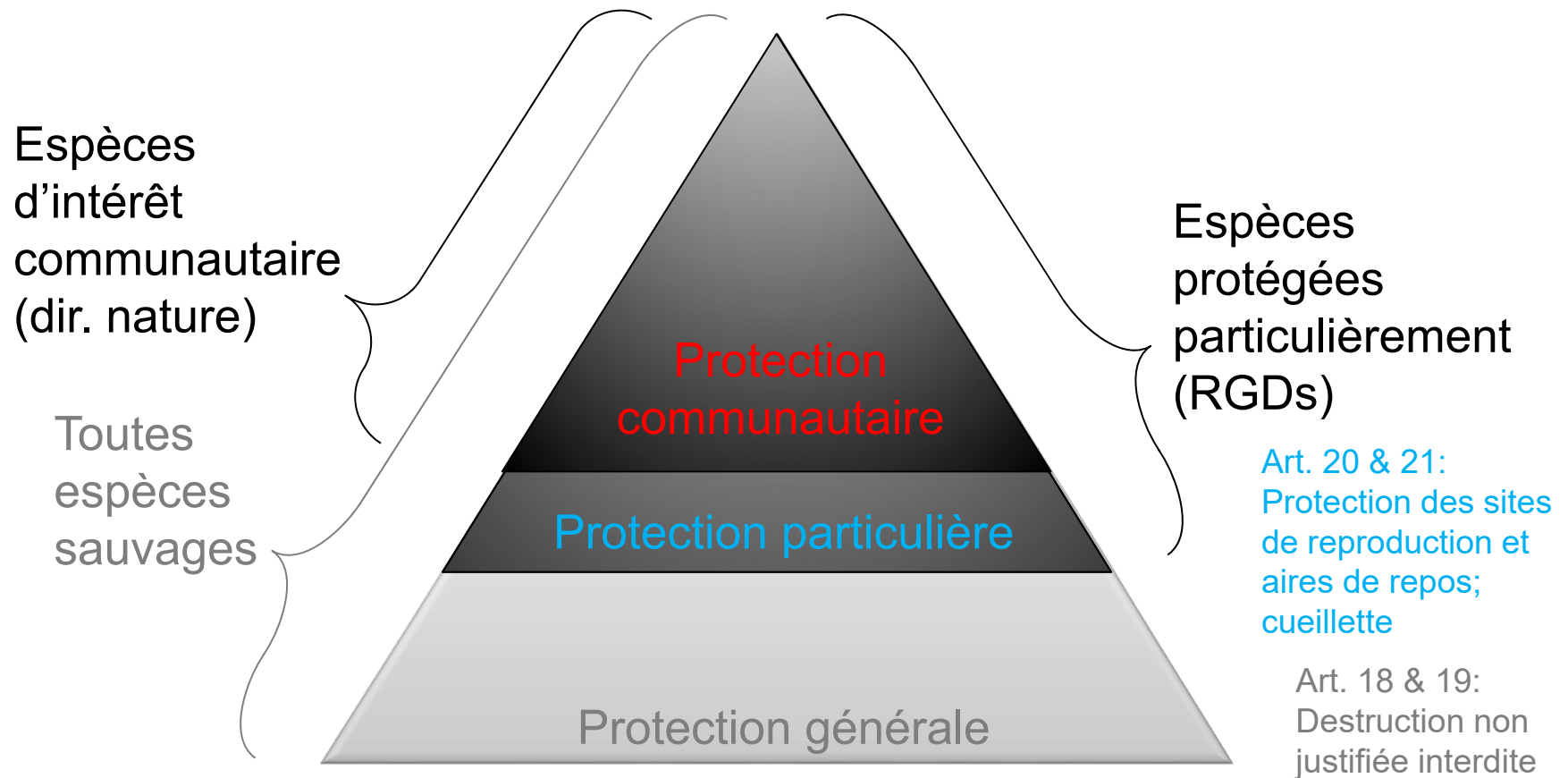
Section 2 : Réintroduction d'espèces protégées particulièrement

Section 3 : Limitations applicables aux espèces non indigènes

Section 4 : Indemnisation de certains dégâts matériels (par des espèces animales protégées)

Section 5 : **Mesures d'atténuation** et dérogation à la protection de certaines espèces

Protection stricte des espèces













Click hei fir dee Schëllegen ze gesin !



Les modifications majeures: protection des espèces

- Art. 18: Sont interdites toutes exploitation, utilisation, mutilation ou destruction non justifiées **d'espèces végétales sauvages**.
- Art. 19: Sont interdites toutes exploitation, utilisation, mutilation ou destruction non justifiées **d'espèces animales sauvages**.
- Art. 20: Concernant les **espèces végétales intégralement protégées** en supplément des interdictions prévues à l'article 18, il est interdit d'enlever de leur station les spécimens de ces espèces. Elles ne peuvent être cueillies, coupées, ramassées, déracinées, endommagées ou détruites intentionnellement.
- Art. 21: Concernant **les espèces animales intégralement protégées** en supplément des interdictions prévues à l'article 19, il est interdit :
 - 1° de piéger, de capturer et de mettre à mort intentionnellement des individus de telles espèces, quelle que soit la méthode employée ;
 - 2° de perturber intentionnellement des individus de telles espèces, notamment durant les périodes de reproduction, de dépendance, d'hibernation et de migration ;
 - 3° de détruire ou ramasser intentionnellement dans la nature ou de détenir les oeufs de ces espèces ;
 - 4° **de détériorer ou de détruire leurs sites de reproduction ou leurs aires de repos ;**
 - ...

Les modifications majeures: protection des espèces

- **Article 27 : Mesures d'atténuation**

- Une autorisation du ministre est requise lorsque des projets, plans ou activités sont susceptibles d'avoir une **incidence significative sur des espèces protégées particulièrement ou sur leurs sites de reproduction ou leurs aires de repos**; le ministre peut prescrire toutes mesures d'atténuation d'incidence visant à minimiser ou même à annuler cette incidence significative.
- Ces mesures d'atténuation (délocalisation, création de nouveaux territoires de chasse,...) anticipent les menaces et les risques de l'incidence significative sur un site ou une partie d'un site afin de maintenir en permanence la continuité de la fonction **écologique du site**, en tenant compte de l'état de conservation de cette espèce. Tant que cette condition préalable est remplie, contrôlée et surveillée, il n'y a pas lieu de recourir à la dérogation prévue par l'article 28.

Objectif : éviter l'application du système dérogatoire soumis à des conditions strictes (p.ex. raisons impératives d'intérêt public majeur)

Les modifications majeures: Natura 2000

Chapitre 7 : Zones Natura 2000

- **Obligation de résultat** par rapport aux directives « habitats » et « oiseaux » - état de conservation favorable !
- **Article 31: Mécanisme de désignation** des zones Natura 2000 (consultation du public; désignation par règlement grand-ducal)
- **Article 32: Evaluation des incidences d'un plan ou projet sur une zone Natura 2000 / écarter des incidences significatives**
 - Evaluation sommaire (« Screening ») → Evaluation des incidences → Solutions alternatives à déterminer → Mesures compensatoires (uniquement s'il existe raisons impératives d'intérêt public majeur – lien article 33)
 - Demande d'informations supplémentaires (1fois)
 - Règlement grand-ducal pour déterminer le contenu des évaluations
 - Publication site électronique – 30 jours pour soumettre observations
 - Intégration dans procédures existantes

Les modifications majeures: Natura 2000

- **Article 35 / Article 36 :**
 - Précisions concernant le contenu etc. des plans de gestion à établir pour les zones Natura 2000
 - **Plans de gestion sont arrêtés par le ministre** et publié sur un site électronique
 - **Création d'un comité de pilotage** (comprenant les organisations professionnelles exerçant leurs activités notamment dans le domaine agricole) par plan de gestion ou regroupement de plans de gestion (consultation et suivi)

Les modifications majeures: ZPIN + droit de préemption

Chapitre 8 : Zones protégées d'intérêt national

- **Article 38** : des parties du territoire peuvent être définies et déclarées zones protégées d'intérêt national, sous forme de réserve naturelle, sous forme de paysage protégé, ou **sous forme de corridor écologique** en vue d'assurer soit la sauvegarde des habitats ainsi que la sauvegarde des espèces soit la sauvegarde du paysage ou le bien-être de la population, **soit la connectivité écologique**.

Chapitre 10. Droit de préemption

- droit de préemption pour l'Etat, les communes et les syndicats de communes sur les terrains sis dans des zones protégées d'intérêt national
- **ne tombent pas sous le champ d'application du droit de préemption les projets d'acquisition des organismes d'utilité publique agréés pour l'achat et la gestion des zones protégées**

Les modifications majeures: autorisations

Chapitre 12 : Critères d'autorisation, de refus et voie de recours

- **Article 59 : Dossiers de demande d'autorisation**

- **précisions concernant le contenu de la demande d'autorisation**
- endéans 3 mois de la réception du dossier complet - le ministre délivre le cas échéant l'autorisation sollicitée; il peut solliciter **une fois des informations/études supplémentaires**

- **Article 60 : Délivrance d'autorisation**

- **ministre délivre l'autorisation sollicitée dans les 3 mois de la délivrance du certificat relatif au dossier complet;** à défaut de réponse endéans le prédit délai de trois mois, le silence du ministre vaut refus d'autorisation
- décision ministérielle est affichée pendant quarante jours à la maison communale
- autorisations veillent à réduire les incidences sur les **terrains à haute valeur agricole**
- **durée de validité (2 ans) peut être prorogée** – durée à fixer par ministre ou à défaut 1 an sur demande motivée avant la péremption

Les modifications majeures: autorisations

- **Article 61 : autorisations assorties de condition**

Le ministre peut assortir toute autorisation de **conditions et de mesures** relatives

- au revêtement des constructions,
- aux prescriptions dimensionnelles des constructions,
- aux conditions de réalisations de l'exécution de l'autorisation relatives à l'intégration dans le paysage,

lesquelles **peuvent être précisées par règlement grand-ducal.**

Ces conditions et mesures peuvent encore comprendre des mesures compensatoires appropriées dans les conditions de la section 2 du présent chapitre.

!!! Les critères de refus (art. 62) restent inchangés

Les mesures compensatoires: principes généraux

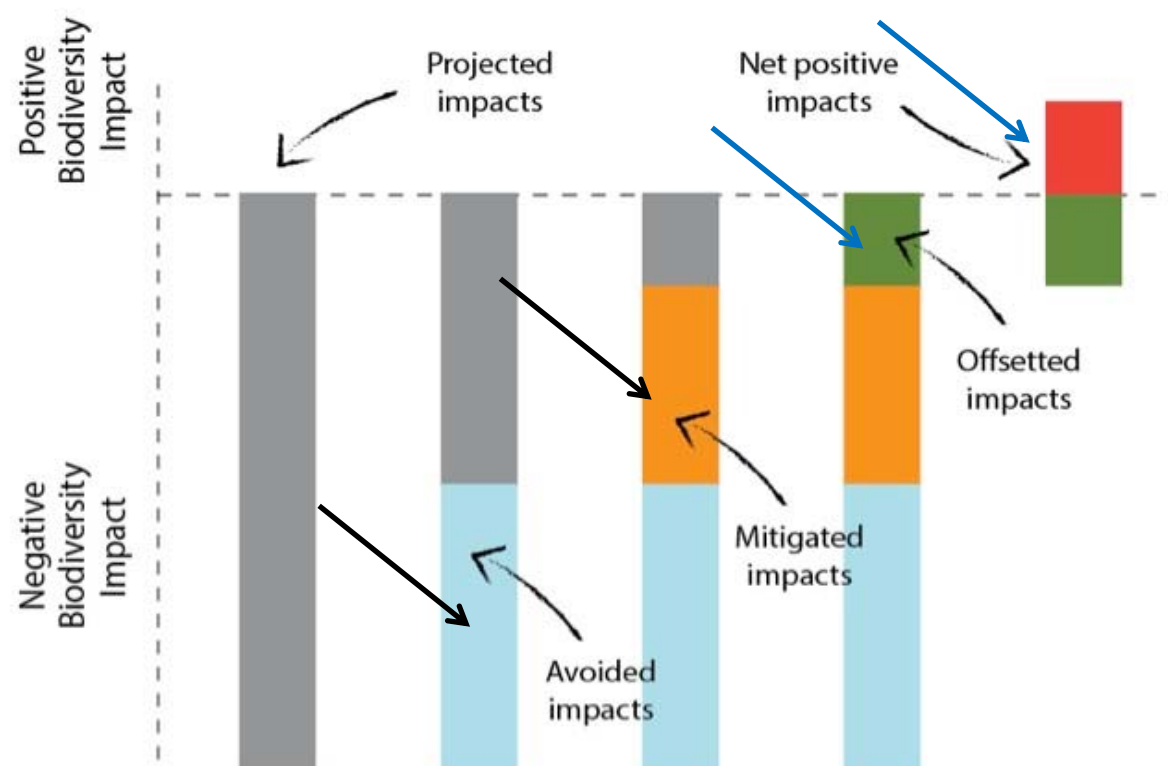
Eviter, réduire, compenser!!!

L'objectif premier de la compensation est d'éviter une « perte nette » de biodiversité (no net loss) en restaurant ou en recréant des écosystèmes, habitats, biotopes ou habitats/populations d'espèces dont la composition, la structure et les fonctions sont les plus proches possibles de ceux qui ont été endommagés.

- Les mesures compensatoires (MC) sont imposées au sens des articles 13 (Déforestation), 17 (destruction de biotopes protégés et habitats d'espèces), 28 (protection des espèces), 33 (Natura 2000) et 61(régime d'autorisation général)
- L'exécution des MC est effectuée **obligatoirement dans les pools compensatoires, sauf pour les constructions autorisées en vertu des articles 6 (1) et 7;**
- Sur demande motivée du demandeur, **le ministre peut autoriser exceptionnellement la réalisation de mesures compensatoires particulièrement favorables à la diversité biologique sur des terrains dont le demandeur est propriétaire.**
- **Le ministre détermine l'envergure des mesures compensatoires à l'aide d'un système numérique d'évaluation et de compensation** (Eco-points / règlement grand-ducal). Le règlement grand-ducal du 1^{er} août 2018 précise le nombre en éco-points **attribuée à chaque biotope, habitat ou toute autre utilisation du sol même non protégé par les articles 13 et 17** Le Ministre veille à éviter la réalisation des MC sur des terrains à haute valeur agricole
- La grande majorité des surfaces concernées par des MC restent soumises à une exploitation agricole

Vision – Mitigation hierarchy – éviter, réduire, compenser

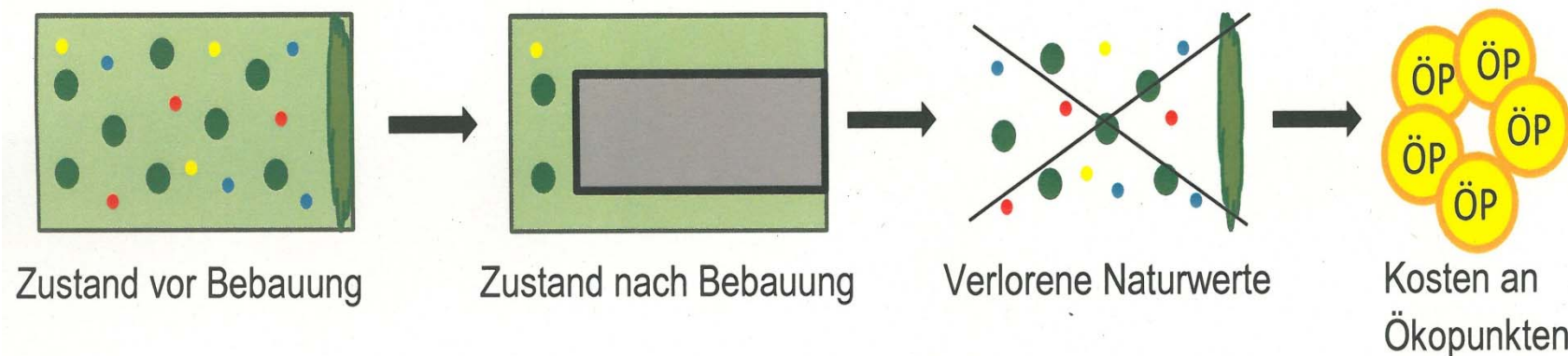
Steps in the Mitigation Hierarchy



Projet de développement (de destruction)

Ökopunkte

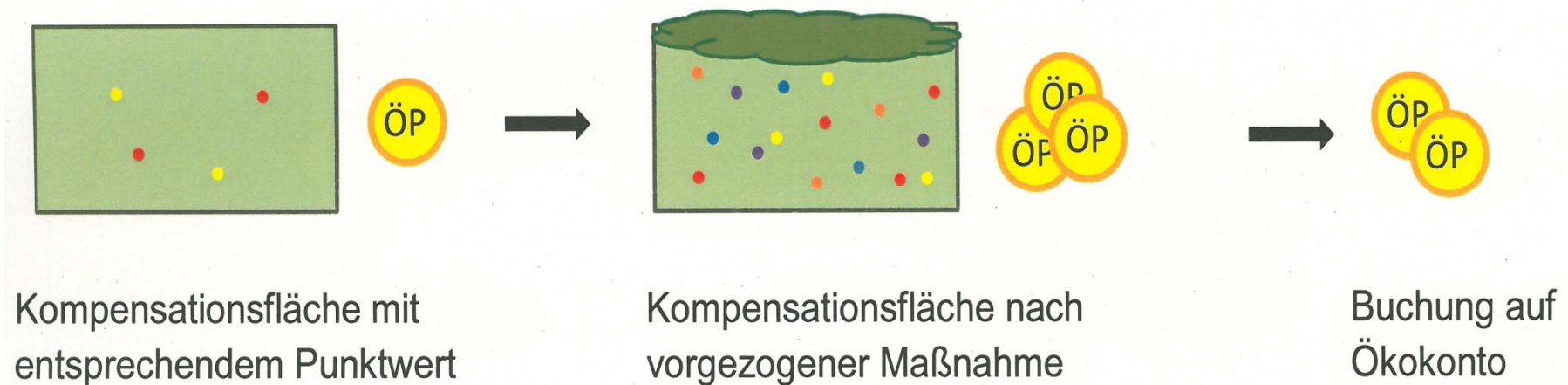
Vor dem Eingriff wird der Ist-Zustand mit einem einheitlichen Bewertungssystem erfasst, wobei der Wert einer Fläche in Ökopunkten ausgedrückt wird. Anschließend wird berechnet wie viele Ökopunkte dieselbe Fläche aufweist, nachdem z.B. eine neue Straße gebaut wurde. Die Differenz muss ausgeglichen werden, sei es am Standort selbst oder an einer anderen geeigneten Stelle.



Projet de compensation

Ökokonto

Das Ökokonto ist ein „Sparbuch“ für Kompensationsmaßnahmen: Hier werden vorgezogene Maßnahmen eingebucht und bei Bedarf abgebucht. Staat, Gemeinden, aber auch private Akteure könnten in Zukunft ein entsprechendes Ökokonto haben.



Pools compensatoires: art. 64

Les terrains accueillant des MC appartiennent à ou sont **détenus** par l'Etat, les communes, syndicats de communes, un organisme d'utilité publique agréé pour l'achat et la gestion des zones protégées

➤ Mise en place et gestion du **pool compensatoire national** :

- ANF prend en charge l'identification des terrains, la planification et l'exécution des mesures et la gestion desdits terrains

- ONR assure l'acquisition et l'échange des terrains nécessaires pour les pools compensatoires, suivis, si nécessaire, d'un remembrement des biens ruraux

➤ Mise en place facultative de **pools compensatoires régionaux** :

- communes ou syndicats de communes assurent l'acquisition et l'échange des terrains nécessaires ; toutefois, ils peuvent solliciter l'appui de l'ONR pour cette mission

- les syndicats de communes prennent en charge la planification et l'exécution des mesures et la gestion desdits terrains

➤ **Les zones destinées à la création de pools compensatoires sont soumises pour approbation au ministre suite à l'avis** du comité de gérance et de l'Observatoire sur l'environnement naturel

Les modifications majeures: mesures compensatoires

- **Article 65 : Payement des mesures compensatoires**
 - **Tout demandeur d'autorisation peut avoir recours aux mesures compensatoires réalisées ou projetées soit dans le pool compensatoire national soit dans les pools compensatoires régionaux et ceci contre le **payement d'une redevance équivalente à la valeur monétaire de la différence en éco-points entre l'état initial (avant travaux) et l'état final des terrains (après travaux).****
 - **La valeur monétaire des éco-points est établie sur base de la valeur moyenne sur une période à venir de vingt-cinq années du coût pour la réalisation de mesures compensatoires.** Ce coût prend en compte les frais pour l'acquisition des terrains en zone verte, les frais de planification, les frais de réalisation concrète, les frais de gestion des mesures compensatoires imposées, ainsi que les frais administratifs relatifs à la tenue du registre. Cette prédite valeur est précisée par un règlement grand-ducal (**1 Euro par éco-point**; rgd du 1^{er} août 2018).

Les modifications majeures: mesures compensatoires

- **Article 66 : Registre**

- Il est instauré un **registre** permettant l'enregistrement et la comptabilisation en éco-points de mesures compensatoires ainsi que des terrains y relatifs.
- Ce registre est placé sous l'autorité du ministre.
- Les mesures compensatoires réalisées sont enregistrées au registre par le ministre sur base d'un dossier introduit par le gestionnaire du pool
- Les **éco-points** des mesures compensatoires dûment enregistrées peuvent être **débités du registre** dans le cadre d'une autorisation ministérielle.
- **Dispositions transitoires: Les mesures compensatoires projetées peuvent être enregistrées au registre pour un délai de sept années**

Loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Merci pour votre attention!